



Programme de recrutement de personnel financé par les donateurs n° 6

Titre : Jeune expert associé (JEA)

Grade : UC (hors classe)

Service : Unité Développement humain, région Afrique du Nord et Moyen-Orient

Lieu d'affectation : Washington, DC

Type de nomination : Périodes de mêmes durées

Banque mondiale

Durée : Deux ans

CONTEXTE

Le service en charge de la région Afrique du Nord et Moyen-Orient de la Banque mondiale compte 20 pays clients, dont 10 sont des emprunteurs actuels ou potentiels actifs de la BIRD/AID (Djibouti, Égypte, Iran, Iraq, Jordanie, Liban, Maroc, Syrie, Tunisie et Yémen), l'un est un bénéficiaire actif d'un fonds fiduciaire (Cisjordanie et Gaza) et huit ont recours aux services hors emprunts de la région (Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Libye, Oman et Qatar)

La mission du service en charge de la région ANMO consiste à éradiquer l'extrême pauvreté et à favoriser une croissance partagée, en privilégiant les leviers essentiels que sont la croissance durable, la création d'emplois, l'intégration sociale et économique et la bonne gouvernance. Le Secteur du Développement humain participe activement aux actions mondiales de lutte contre la pauvreté en améliorant l'accès à l'éducation, à la santé et aux services sociaux, et vise à construire des sociétés équilibrées et concurrentielles.

Le JEA rejoindra l'équipe Développement humain dans la région ANMO pour contribuer à l'engagement stratégique de la Banque mondiale dans deux domaines d'une importance cruciale pour la région : **l'emploi et la gouvernance en matière de services sociaux**. En tant que membre d'une équipe pluridisciplinaire, le JEA contribuera aux activités d'analyse et de conseil de la Banque et à leur éventuelle application concrète dans ces deux domaines.

Depuis la publication récente du rapport phare *L'emploi pour une prospérité partagée*, l'équipe Développement humain ANMO travaille en lien avec de nombreux acteurs sur la question urgente de l'emploi. À la demande de nombreux gouvernements des pays de la région ANMO, l'équipe Développement humain ANMO soutient les réformes institutionnelles et politiques par ses analyses, un dialogue sur les mesures à prendre fondé sur les faits, une assistance technique et des opérations d'investissement visant à favoriser le bon fonctionnement des marchés du travail, l'employabilité et l'intégration sociale.

L'équipe prépare actuellement un nouveau rapport phare régional sur la gouvernance en matière de fourniture de services sociaux. Le Rapport 2004 sur le développement dans le monde effectuait le raisonnement suivant : le bon fonctionnement des services sociaux nécessite une amélioration de la gouvernance, reposant notamment sur l'existence de règles, d'institutions, et d'une responsabilité à l'égard du public, qui ont un impact sur la fourniture des services, leur qualité et leur mise en œuvre. L'étude sur la région ANMO vise à documenter, analyser et promouvoir une meilleure compréhension des différents liens entre la gouvernance et les performances en matière de prestation de services dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Le rapport phare sur la région examinera notamment comment et pourquoi les variables de la gouvernance peuvent affaiblir la mise en œuvre des politiques et faire obstacle à une fourniture de services responsable, réactive et efficace.

FONCTIONS ET RESPONSABILITES

1) Contribuer à l'étude régionale sur la gouvernance en matière de services sociaux dans la région ANMO.

Le JEA contribuera à l'analyse des enjeux de gouvernance concernant les services sociaux dans la région ANMO. Plus précisément, le JEA travaillera au sein d'une équipe de la Banque pour compléter les enquêtes sur les ménages, les utilisateurs et les équipements ainsi que les études sur les tableaux de bord et rapports établis ces dernières années dans les pays de la région ANMO et, en se fondant sur les avis et l'expérience des citoyens, sur les documents d'experts et sur les données administratives disponibles, examinera de quelle manière les variables relatives à la gouvernance pèsent sur la mise en œuvre de politiques pourtant bien conçues et font obstacle à la responsabilité, à la réactivité et à l'efficacité des services publics dans le secteur social.

Cette analyse permettra : a) de définir les contours d'un programme de réforme des institutions et des politiques afin d'améliorer l'utilisation et la qualité des services sociaux essentiels, notamment en matière de santé et d'éducation, dans la région ANMO ; b) de repérer les domaines précis où la gouvernance est défaillante dans la chaîne de prestation des services, que ce soit en amont, en aval ou au niveau intermédiaire, en vue d'effectuer une analyse plus poussée ; c) de nouer des contacts avec les clients pour promouvoir une meilleure compréhension de l'enjeu de la gouvernance dans le développement humain et de l'action à mener à cet égard. Le JEA participera à toutes les activités connexes, en fonction de ses domaines d'expertise et d'intérêt.

2) Soutenir le dialogue sur les politiques et l'action en faveur de l'emploi dans la région ANMO

En s'appuyant sur le rapport de la Banque mondiale sur l'emploi dans la région, ainsi que sur ses analyses des pays, le JEA contribuera au dialogue sur les politiques avec des acteurs essentiels susceptibles de jouer un rôle déterminant en matière de création d'emploi dans la région. Ces acteurs sont notamment les suivants : les ministres/ministères du Travail, des Finances, de l'Économie, de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur, de la Formation continue ; les représentants des syndicats d'employeurs et de salariés ; des figures importantes du secteur privé et du secteur social ; des organismes/donateurs mondiaux ou régionaux majeurs dans le secteur du développement ; des experts et des journalistes.

Le travail du JEA, en collaboration avec l'équipe inter-sectorielle de la Banque mondiale dans la région ANMO, visera notamment à contribuer à convaincre l'ensemble des acteurs que les effets d'une concurrence contrainte dans le secteur privé, des distorsions causées par le secteur public et de l'inadéquation des compétences sont les causes profondes des difficultés en matière d'emploi dans la région, et qu'il est possible de changer les règles du jeu pour redynamiser le marché de l'emploi dans la région, tant en termes quantitatifs que qualitatifs.

Participation aux missions :

Des voyages en mission sont à prévoir : jusqu'à deux voyages d'une durée totale de quatre semaines dans la région ANMO.

Conflits d'intérêts

Pour éviter d'éventuels conflits d'intérêts, le candidat sélectionné ne sera pas affecté à des programmes auxquels participe son pays, notamment en matière de coordination des donateurs et de gestion des fonds fiduciaires.

CRITERES DE SELECTION

- Le candidat sera au minimum titulaire d'un master, et justifiera d'au moins deux ans d'expérience dans le secteur de l'économie, des sciences sociales et/ou des politiques publiques.
- Une expérience en matière d'analyse et/ou d'élaboration de politiques dans au moins l'un des domaines suivants est exigée : gouvernance, développement institutionnel, politiques publiques, services publics, santé, éducation, marché du travail et/ou économie politique.
- Des compétences en analyse quantitative, notamment statistiques et analyse des données ; une connaissance de base du logiciel Stata ou d'autres progiciels de statistiques ou de mathématiques et logiciels de recherche sont souhaitables.
- Solides compétences en termes d'organisation, de recherche et de présentations orales ; approche proactive de la résolution des problèmes.
- La maîtrise des outils bureautiques est exigée : Microsoft Office, notamment modélisation sous Excel, traitement de texte et PowerPoint.
- D'excellentes capacités de communication orale et écrites en anglais sont exigées ; la pratique d'autres langues (arabe, français) est souhaitable.
- Capacité avérée à travailler en équipe, dans un environnement multiculturel, avec une supervision minimale.
- Une expérience est souhaitable en matière de relations avec les clients, par exemple dans les domaines du conseil auprès du service public et/ou de l'organisation et de la coordination événementielles (séminaires, conférences).
- Le candidat est prié de joindre à sa candidature un texte qu'il aura rédigé pour démontrer sa capacité à structurer et présenter un raisonnement de manière accessible pour le client.